

ÉDIT DU ROI,

*Portant création d'un Trésorier général alternatif
de la Marine & des Colonies.*

Donné à Versailles au mois de Juin 1782.

Registré en la Chambre des Comptes le 8 Juillet audit an.

LOUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE
ET DE NAVARRE: A tous présens & à venir; SALUT.
Par notre Édit du mois de novembre 1778, Nous avons
supprimé, entr'autres, les deux offices de Trésoriers de la
Marine & des Colonies, & leurs Contrôleurs; & nous avons
réuni les fonctions des deux offices de Trésoriers, dans la
personne du sieur Baudard de Sainte-James, pourvu d'un des
deux Offices supprimés, en faveur duquel nous avons créé
un nouvel Office dont la finance a été fixée à un million, &
nous lui avons attribué des gages au denier Vingt, avec un
traitement annuel de trente mille livres, le tout sans retenue,
sous la réserve d'y ajouter une gratification dépendante de la
satisfaction que nous aurions de ses services: Et pour être
mieux instruits de la dépense des frais de Commis & de Bureaux,
ainsi que de celle de correspondance dans les Ports maritimes
& dans nos Colonies, & des frais de la reddition des comptes

audit Trésorier, nous avons préféré de les prendre à notre charge, plutôt que de les comprendre par forme d'abonnement dans son traitement. Ces dispositions, qui ont eu lieu depuis le 1.^{er} janvier 1779, nous ont fait connoître que ce nouvel ordre avoit eu de grands avantages; elles nous ont éclairé sur la réalité & la plus juste proportion des frais nécessaires, & sur les moyens de perfectionner cet établissement, en remédiant aux inconvéniens qui ne peuvent être connus que dans l'exécution. C'est d'après ces connoissances, acquises par l'expérience des trois années 1779, 1780 & 1781, & par les motifs exprimés dans notre Édit de ce jour, portant création d'un Trésorier alternatif du département de la Guerre, que nous nous sommes déterminés de créer un second Trésorier de la Marine & des Colonies, pour faire aussi alternativement avec celui pourvu de l'Office créé par ledit Édit du mois de novembre 1778, les fonctions de ladite Trésorerie, à compter de l'année prochaine 1783; de porter la finance desdits Offices à une somme plus proportionnée à leur maniement, & de fixer leurs gages & taxations dans la juste mesure des frais dont nous avons acquis la connoissance, & des risques qui resteront à leur charge. A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons, par le présent Édit perpétuel & irrévocable, dit, statué & ordonné; disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit:

A R T I C L E P R E M I E R.

NOUS avons créé & érigé, créons & érigeons un nouvel office de Trésorier général alternatif de toutes les dépenses de la Marine & des Colonies, pour, par le sieur Baudard de Sainte-James, auquel nous en avons accordé l'agrément, faire, dans les années impaires, & alternativement avec le sieur Boutin, pourvu de l'Office créé par notredit Édit du mois de novembre 1778, auquel il a été subrogé à la place dudit sieur de Sainte-James, les fonctions que nous leur avons confiées; lequel sieur Boutin exercera à l'avenir les années paires sous le titre d'*ancien*.

I I.

LES deux offices de Trésoriers généraux créés, tant par le présent Édit que par celui du mois de novembre 1778, seront possédés à l'avenir héréditairement, à compter de ladite année prochaine 1783; en conséquence, lesdits Trésoriers seront dispensés de nous payer aucuns droits de Centième denier annuel ni de mutation.

I I I.

Nous avons fixé la finance de chacun desdits deux Offices à la somme de douze cents mille livres, qui seront payées entre les mains du Garde de notre Trésor royal en exercice la présente année; savoir, douze cents mille livres par ledit sieur de Sainte-James, pour la finance de l'Office d'alternatif créé par le présent Édit, & deux cents mille livres par ledit sieur Boutin, pour supplément de finance de l'office de Trésorier ancien; & faire, avec le million de finance déjà attaché à son Office, ladite somme de douze cents mille livres à quoi il est ci-dessus fixé.

I V.

LESDITS Trésoriers jouiront annuellement de soixante mille livres de gages, tant dans leur année d'exercice que dans celle hors d'exercice, & ce sur le pied du denier Vingt du montant de leur finance; lesquels gages seront employés, dans les états de dépenses de la Marine de chaque année, pour la somme de cinquante-quatre mille livres seulement, à cause de la déduction du Dixième auquel nous les assujettissons, lesquels gages auront lieu à compter du jour où le payement en aura été fait en notre Trésor royal.

V.

Nous avons attribué & attribuons à chacun desdits Trésoriers, dans l'année de leur exercice seulement, & à compter de celui de l'année prochaine 1783, des taxations que nous exemptons de la retenue du Dixième d'amortissement & de toute autre retenue; lesquelles taxations auront lieu sur la totalité des dépenses de chaque exercice, à raison de deux

deniers pour livre sur les trente-cinq premiers millions de dépenses, un denier pour livre sur les dix millions suivans, & un demi-denier pour livre sur toutes les dépenses de la Marine & des Colonies réunies qui excéderont lesdits quarante-cinq millions, à quelques sommes que ladite dépense puisse monter, soit en temps de paix, soit en temps de guerre; le fonds desquelles taxations sera employé, dans nos états ordonnancés & dépenses de la Marine & des Colonies, conjointement avec les dépenses desdits deux départemens.

V I.

CES taxations tiendront lieu, auxdits Trésoriers généraux, de tous droits d'exercice, remboursemens de frais, ports & voitures d'argent jusqu'aux frontières & ports maritimes du Royaume, appointemens de Commis & frais de Bureaux, tant à Paris que dans les ports maritimes & dans les Colonies, frais de comptabilité, façons, vacations & épices de leur compte, & généralement de tous frais & droits auxquels leur exercice pourroit donner lieu; en conséquence, ils ne pourront prétendre aucunes indemnités à raison des pertes qu'ils pourroient éprouver dans leur exercice, soit par faillite de leurs Commis, Trésoriers dans les Ports & dans les Colonies, dont ils seront garans & responsables, ou autrement, à moins que lesdites pertes ne soient occasionnées par forces majeures dûment constatées; au moyen de ce, la nomination des places de tous leurs Commis & Trésoriers dans les Ports & dans les Colonies, sera à leur disposition.

V I I.

JOUIRONT en outre, lesdits deux Trésoriers généraux, des mêmes honneurs, privilèges, franchises & exemptions, tels que les anciens Trésoriers supprimés par ledit Édit de novembre 1778 en avoient le droit, aux termes des anciens Édits de création desdits Offices.

V I I I.

LE sieur Baudard de Sainte-James, auquel nous avons accordé l'agrément de l'office de Trésorier alternatif créé par

5

le présent Édit, exercera ledit Office en vertu des anciennes provisions qu'il a obtenues en notre grande Chancellerie le 30 janvier 1758, pour un des offices de Trésoriers généraux des Colonies, supprimé par Édit du mois de février 1771, & de son acte de réception en notre Chambre des Comptes, sans qu'il soit obligé d'obtenir de nous de nouvelles lettres de provisions, ni de se faire recevoir de nouveau en notre dite Chambre des Comptes, dont nous l'avons dispensé & dispensons. Voulons que la quittance de finance de l'Office créé par le présent Édit, soit seulement enregistrée en notre Chambre des Comptes, & que, du nouveau titre sous lequel nous avons créé ledit Office, mention soit faite sur lesdites anciennes provisions dudit sieur de Sainte-James, par le sieur Joly de Fleury, Conseiller en notre Conseil royal des finances; & au moyen de ladite finance de douze cents mille livres, qui sera payée par lesdits deux Trésoriers, nous les avons déchargés & déchargeons, eux & leurs successeurs auxdits Offices, de donner caution pour raison de leur maniement, dont ils compteront par état au vrai en notre Conseil, & ensuite en notre Chambre des Comptes, dans les délais que nous nous réservons de fixer en réglant & déterminant une nouvelle forme à laquelle notre intention est d'affujettir leur comptabilité.

I X.


CONFIRMONS, en tant que de besoin, les dispositions portées par notre dit Édit du mois de novembre 1778, & les Règlemens rendus sur la surveillance & comptabilité des Caisses de la Marine & des Colonies, le tout en ce qui n'y est pas dérogé par notre présent Édit. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Chambre des Comptes à Paris, que notre présent Édit ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelui, garder, observer & exécuter selon sa forme & teneur: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. DONNÉ à Versailles au mois de juin, l'an de grâce

mil sept cent quatre-vingt-deux, & de notre règne le neuvième.
Signé LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi. *Signé* AMELOT.
Visa HUE DE MIROMÉNIL. Vu au Conseil, JOLY DE FLEURY.
 Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soie rouge
 & verte.

Registré en la Chambre des Comptes, où & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécuté selon sa forme & teneur; à la charge par ledit Trésorier général alternatif de la Marine & des Colonies, de faire registrer en la Chambre sa quittance de finance; & par le Trésorier général ancien, de faire pareillement registrer la quittance de son supplément de finance. Les Semestres assemblés le huit juillet mil sept cent quatre-vingt-deux. Signé MARSOLAN.

A P A R I S,
 DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. D C C L X X X I I.



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library

